

# **Premier Sommet parlementaire mondial sur la lutte contre le terrorisme 9 septembre 2021, Vienne**

## **Présentation de M. Alhatikou Dagamaissa, Chef de projet, International Alert, dans la session 3 « L'appel en faveur du Sahel »**

Dans le Sahel, plusieurs groupes extrémistes sont actifs depuis une décennie.

Ces groupes sont généralement :

- L'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWA),
- L'État islamique au Grand Sahara (EGGS),
- Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI),
- Al Mourabitoun,
- Ansar Dine et
- Katiba Macina.

Ils profitent généralement de la situation sécuritaire instable dans la région aussi de la faible couverture des services sociaux et aussi militaire de ces états et commettent des attaques violentes contre les Occidentaux, les communautés locales, le personnel militaire de l'ONU, les forces de défense armée des pays.

Nous travaillons au sahel avec les communautés pour les aides à mieux comprendre le contexte d'insécurité, les dynamiques conflictuels, les raisons qui pousses les jeunes à rejoindre les groupes terroristes, mais aussi le rôle du genre dans ces groupes afin de développer des solutions durables à ses problèmes d'insécurité.

Ainsi dans le sahel : la marginalisation, l'inaccessibilité des services sociaux de base, la non prise en compte des besoins de communautés par les décider, la mauvaise gouvernance, la mauvaise répartition de la justice, et la mauvaise gestion de la gouvernance de la sécurité sont des maux dont souffrent les communautés de cette région.

Et ces maux sont les points sur lesquels les groupes extrémistes se sont base pour avoir l'acceptation des communautés, s'installer au seins et avoir des milliers de recrues dans leurs rangs.

Bien sûr les raisons idéologique, religieuse et la motivation financière continue à pousser certains jeunes à rejoindre ces groupes, mais la plus part des recrues sont surtout à la recherche de la justice et la protection. Car dans ces régions les états sont absent de ces zones.

Nous avons mené plusieurs recherche dans le sahel (Mali, Niger et Burkina) pour comprendre les facteurs qui poussent les jeunes du Sahel a rejoindre ces groupes et sur le rôle que joue le genre dans ces groupes et les différentes conclusions mettent l'accent sur le besoin de protection des communautés, d'une justice juste et équitable, des dirigeants, leaders qui sont à l'écoutes et les implique dans les prise de décision.

Permettez-moi de partager avec vous le témoignage d'un de jeune bénéficiaire d'un de nos programme sur la prévention de l'EV :

Depuis le début de l'année nous constatons un revers de ces groupes contre les communautés. Oui, un revers car au début ces groupes dans le sahel, sont venus comme des sauveur des communautés qui sont abandonnés par les états, en les proposant la protection, la sécurité, l'équité, la justice et l'axe équitable aux ressources naturelles.

Mais ces derniers temps la donne a changé, les groupes Djihadistes en plus d'intimides les communautés, ils les privent des moyens des substances pour les faire adhères à leurs causes. Cela à travers le sabotage des routes d'axes, ponts, des cultures ou même des points d'eau.

S'ajoute à ça les massacres des villages entiers pour avoir collaborer avec les FDS ou autres forces étrangères, dans le but de dissuade les autres villages de faire pareil.

Alors comme l'avait dit les éminents parlementaires qui m'ont précéder, en plus d'adopter des lois et politiques de lutte contre le terrorisme dans le monde pour le cas spécifique du sahel quelques recommandations à votre attentions :

***Pour les Questions de Consolidation de la paix :***

- La réponse militaire à la crise se révélant être insuffisante pour répondre au conflit et réduire la menace de l'extrémisme violent, il est impératif que les trois États les plus concernes développent une stratégie régionale

et nationale de consolidation de la paix en complément aux efforts militaires.

- Les rapports de force sur le terrain, les exigences des populations et la faiblesse du mobile idéologique dans le conflit en cours devraient encourager les acteurs nationaux et internationaux à adopter une posture moins rigide dans leur relation à l'égard des acteurs insurgés (le Mali et le Niger offrent des approches inverses en la matière, qui dans le premier cas ont été particulièrement néfastes). Dans la mesure où seul le dialogue semble aujourd'hui pouvoir permettre l'aboutissement d'un processus de paix inclusif et réaliste, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU devraient réexaminer leur position sur cette question à la lumière d'analyses de conflit solides et de stratégies pertinentes au contexte spécifique.
- Dans cette région il faut avoir des programmes de réconciliation et de réintégration des anciens combattants démobilisés des groupes extrémistes violents au sein de leurs communautés d'origine respectives.
- Face aux carences du système judiciaire, le renforcement des programmes et des politiques de justice transitionnelle permettrait de favoriser l'entente des parties et d'assurer l'accompagnement psychosocial des séquelles du conflit.

### ***Pour les Questions de Gouvernance***

- Il est urgent de renforcer les mécanismes permettant de garantir la redevabilité des autorités – aussi bien publiques que coutumières – et l'accès à la justice pour les populations.
- Il est important de créer des cadres de dialogue entre les états et les communautés avant la prise de toutes décisions importantes surtout sur la gestion de la sécurité.
- renforcer la qualité du secteur éducatif avec des parcours scolaires plus pertinents et mieux adaptés aux exigences des communautés (écoles itinérantes, alphabétisations en langues nationales, écoles franco-arabes), d'encourager la scolarisation des jeunes filles, d'améliorer fortement la formation et les conditions d'emploi des enseignants, et de mettre en place des passerelles programmatiques entre l'école (y compris dans le secteur informel) et le travail.

***Pour les Questions de Sécurité :***

- Les acteurs internationaux devraient s'attacher à renforcer la représentativité au sein des forces de défense et de sécurité, notamment au Mali, par des procédures de recrutement transparentes et inclusives qui favorisent l'accès de tous les groupes ethniques (dont les Peuls) et de toutes les composantes sociales (dont les cadets sociaux).
- Le déploiement de FDS de proximité, encadrées par l'État, mais recrutées localement devrait être privilégié. Cela pourrait contribuer à assécher le recrutement des milices à base ethnique et empêcher la communautarisation du conflit, qui doit être empêchée à tout prix.
- Afin de rétablir la confiance des populations à l'égard des FDS – et de l'État plus largement – il est indispensable que les partenaires internationaux qui soutiennent les efforts militaires dans les pays concernés s'assurent de la redevabilité et de la justiciabilité des responsables des bavures à travers le monitoring assidu des activités des FDS et le renforcement des activités de veille de la société civile nationale et internationale.
- Les partenaires internationaux de la Force conjointe G5 Sahel doivent aller au-delà de l'accompagnement en équipement et en formation et soutenir la création d'espaces communs aux services de sécurité et défense, aux citoyens et aux autorités locales afin d'analyser conjointement les dynamiques de conflit et concevoir des réponses communes, qui peuvent renforcer leur responsabilité mutuelle et obtenir des résultats plus viables.
- Les partenaires internationaux devraient œuvrer à améliorer auprès des populations locales la communication sur les objectifs des missions militaires internationales déployées au Sahel, et particulièrement au Niger. Le renforcement du dialogue et le partage des responsabilités au sein des structures de coordination civilo- militaire inclusives, en coordination avec les acteurs de la société civile locale et internationale, pourraient y contribuer.

***Pour les Questions de Genre :***

- **Veiller à ce que les stratégies internationales et nationales de lutte contre l'extrémisme violent** qui sont financées au Sahel central intègrent systématiquement une dimension genre.
- **Adapter les politiques de genre et les stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent** des pays du Sahel central aux exigences, aux aspirations et aux demandes spécifiques des femmes issues des milieux ruraux et marginalisés.
- **Soutenir par des stratégies culturellement adaptées et des ressources adéquates les activités génératrices de revenus ciblant particulièrement les femmes**, afin de subvenir à leurs besoins concrets, de démontrer de façon concrète l'apport de la communauté internationale et de faire valoir un modèle d'émancipation alternatif à celui qui est proposé par les acteurs extrémistes.
- **Accompagner le désenclavement des régions frontalières des pays du Sahel central** par des investissements d'infrastructure conséquents qui favorisent, au lieu d'entraver, les échanges transfrontaliers et intercommunautaires, et qui contribuent à la régulation équitable de l'accès aux ressources naturelles.